

**Convention collective**

IDCC : 9553. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE  
ET D'ÉLEVAGE  
(MEUSE)**

**(28 septembre 1967)**

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1968,  
*Journal officiel* du 8 mars 1968)

■ *Journal officiel* du 17 août 2006

**Arrêté du 5 juillet 2006 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de poly-culture et d'élevage du département de la Meuse (n° 9553)**

NOR : AGR F0601596A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1968 portant extension de la convention collective de travail du 28 septembre 1967 concernant les exploitations de poly-culture et d'élevage du département de la Meuse et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 2 février 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis relatifs à l'extension publiés au *Journal officiel* du 16 juin 2006 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 124 du 2 février 2006 à la convention collective de travail du 28 septembre 1967 concernant les exploitations de poly-culture et d'élevage du département de la Meuse sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 28 septembre 1967 précitée.

## Article 3

Le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail*  
*chargé de la sous-direction du travail et de l'emploi,*  
J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/15 en date du 13 mai 2006, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.